

Art. 4. De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2022.

Ph. HENRY
C. COLLIGNON
A. DOLIMONT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/201060]

19 JANVIER 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1^{er};

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1^{er};

Vu le décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, articles 6, 9 et 11;

Vu le décret du 20 juillet 2022 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 modifie en conséquence ledit arrêté de pouvoirs spéciaux.

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, articles 4,5,6,7,8, 9,11, 12,13, 14,15,16, 17, 18, 25, 26, 27, 28, 30, 31 32, 33, 34, 36 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19,

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2023;

Vu le rapport établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 par laquelle il marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment, sur le financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi des services dans ces secteurs et d'assurer le respect des droits de leurs bénéficiaires;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant notamment des politiques de la santé et du handicap afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services et les établissements agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces services et établissements réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que les gestionnaires des établissements agréés et subventionnés par l'Agence ont impérativement besoin de connaître les modalités de calcul de leurs subventions pour les années à venir car leur financement risque d'être fortement influencé par la crise sanitaire;

Considérant qu'il est nécessaire que le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 afin d'éviter toute interruption dans les immunisations qu'il prolonge;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de la santé et du handicap,

Arrête :

Section 1^{re}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Section 2. — Prolongation des mesures relatives aux services d'accueil, d'hébergement et d'aide en milieu de vie du secteur handicap

Art. 2. Dans l'article 19 de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 modifié en dernier lieu le 28 avril 2022, les mots " pour les années 2020 et 2021 » sont remplacés par les mots « pour les années 2020, 2021 et 2022 » et les mots « 31 décembre 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

Art. 3. Dans les articles 20 et 24 du même arrêté, les mots « pour les années 2020 et 2021 » sont chaque fois remplacés par les mots « pour les années 2020, 2021 et 2022 ».

Art. 4. Dans les articles 21, 22, 23, 25 du même arrêté, les mots « en 2020 et 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « en 2020, 2021 et 2022 » et les mots « pour les années 2020 et 2021 », sont à chaque fois remplacés par les mots « pour les années 2020, 2021 et 2022 ».

Art. 5. Dans l'article 26 du même arrêté, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

Art. 6. A l'article 27 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées : 1^o les mots « des années 2020 et 2021 » sont remplacés par les mots « des années 2020, 2021 et 2022 »;

2^o au 1^o les mots « en 2020 et 2021 » sont remplacés par les mots « en 2020, 2021 et 2022 »;

3^o au 2^o, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 »;

2^o au 3^o, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 », et les mots « à 30 jours après la date de fin des mesures couvertes par le présent arrêté, soit le 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « au 30 juin 2022 »;

4^o au 4^o, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

Art. 7. Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 » et les mots des années 2020 et 2021 » sont remplacés par les mots « des années 2020, 2021 et 2022 ».

Art. 8. Dans l'article 29 du même arrêté, les mots « des années 2020 et 2021 » sont remplacés par les mots « des années 2020, 2021 et 2022 ».

Art. 9. Dans l'article 30 du même arrêté, les mots « les années 2020 et 2021 » sont remplacés « les années 2020, 2021 et 2022 » et les mots « en 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « en 2021 et 2022 ».

Art. 10. Dans l'article 31 du même arrêté, les mots « 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 », et les mots « à 15 jours après la date de fin de la période de crise, soit le 31 décembre 2021 » sont remplacés par les mots « au 30 juin 2022 ».

Section 3. — Disposition finale

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Namur, le 19 janvier 2023.

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/201060]

19 JANUARI 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het decreet van 3 december 2020 houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 11;

Gelet op het decreet van 20 juli 2022 houdende de eerste aanpassing van de algemene ontvangstenbegroting en van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022, die bedoeld besluit van bijzondere machten dienovereenkomstig wijzigt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34 en 36, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheids crisis Covid-19;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 2023;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2020 waarbij ze instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, met name voor de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen essentieel zijn om de tewerkstelling van de diensten in deze sectoren te garanderen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden ervan te waarborgen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het gezondheids- en handicapbeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanname van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheids crisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze diensten en instellingen hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat de beheerders van de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde instellingen moeten weten hoe hun subsidies voor de komende jaren worden berekend, omdat hun financiering waarschijnlijk sterk zal worden beïnvloed door de gezondheids crisis;

Overwegende dat dit besluit op 1 januari 2022 in werking moet treden om een onderbreking van de bij dit besluit verlengde immunisaties te voorkomen;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector;

Besluit :

Afdeling 1. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Afdeling 2. — Verlenging van de maatregelen betreffende de diensten voor de opvang, huisvesting en bijstand in de leefomgeving in de gehandicaptensector

Art. 2. In artikel 19 van het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19, laatst gewijzigd op 18 april 2022, worden de woorden "voor de jaren 2020 en 2021" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020, 2021 en 2022" en worden de woorden "31 december 2021" telkens vervangen door de woorden "30 juni 2022".

Art. 3. In de artikelen 20 en 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "voor de jaren 2020 en 2021" telkens vervangen door de woorden "voor de jaren 2020, 2021 en 2022".

Art. 4. In de artikelen 21, 22, 23, 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "in 2020 en 2021" telkens vervangen door de woorden "in 2020, 2021 en 2022" en worden de woorden "voor de jaren 2020 en 2021" telkens vervangen door de woorden "voor de jaren 2020, 2021 en 2022".

Art. 5. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden "30 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022".

Art. 6. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° de woorden "voor de jaren 2020 en 2021" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020, 2021 en 2022";

2° onder 1° worden de woorden "in 2020 en 2021" vervangen door de woorden "in 2020, 2021 en 2022";

3° in 2° worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022";

2° in 3° worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022" en worden de woorden "30 dagen na de einddatum van de maatregelen waarop dit besluit betrekking heeft, d.w.z. 30 oktober 2021" vervangen door de woorden "op 30 juni 2022";

4° onder 4° worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022".

Art. 7. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022" en worden de woorden "voor de jaren 2020 en 2021" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020, 2021 en 2022".

Art. 8. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden "in 2020 en 2021" vervangen door de woorden "in 2020, 2021 en 2022".

Art. 9. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden "de jaren 2020 en 2021" vervangen door de woorden "de jaren 2020, 2021 en 2022" en worden de woorden "in 2021" telkens vervangen door de woorden "in 2021 en 2022".

Art. 10. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "31 december 2021" vervangen door de woorden "30 juni 2022" en worden de woorden "niet later dan 15 dagen na het einde van de crisisperiode, d.w.z. 31 december 2021" vervangen door de woorden "op 30 juni 2022".

Afdeling 3. — Slotbepaling

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

Namen, 19 januari 2023.

Ch. MORREALE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/30503]

Personnel. — Promotion

Par arrêté ministériel du 19 janvier 2023, Monsieur Frédéric PONCELET, est promu par avancement à la classe supérieure dans la classe A2 avec le titre d'Attaché au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 11 novembre 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/30503]

Personeel. — Bevordering

Bij ministerieel besluit van 19 januari 2023, wordt de heer Frédéric PONCELET, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A2, met de titel van Attaché bij Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 11 november 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/200392]

Juridictions du travail. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 14 février 2023.

Est nommé :

Officier de l'Ordre de Léopold :

Madame Colette GÉRARD

Conseiller social au titre d'employeur à la Cour du travail de Liège

Elle portera la décoration civile.

Elle prend rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 2012.

Par le même arrêté royal sont nommés :

Officier de l'Ordre de Léopold :

Monsieur Herbert MAUS

Conseiller social au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail de Liège

Monsieur Alain SADZOT

Conseiller social au titre d'employeur à la Cour du travail de Liège

Ils porteront la décoration civile.

Ils prennent rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 2014.

Par le même arrêté royal sont nommés :

Officier de l'Ordre de Léopold :

Monsieur Luc ALDERS

Conseiller social au titre de travailleur employé à la Cour du travail d'Anvers

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/200392]

Arbeidsgerechten. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 14 februari 2023.

Wordt benoemd:

Officier in de Leopoldsorde :

Mevrouw Colette GÉRARD

Raadsheer in sociale zaken als werkgever bij het Arbeidshof van Luik

Zij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Zij neemt vanaf 15 november 2012 haar rang in de Orde in.

Bij hetzelfde koninklijk besluit worden benoemd:

Officier in de Leopoldsorde :

De heer Herbert MAUS

Raadsheer in sociale zaken als werknemer-arbeider bij het Arbeidshof van Luik

De heer Alain SADZOT

Raadsheer in sociale zaken als werkgever bij het Arbeidshof van Luik

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Zij nemen vanaf 8 april 2014 hun rang in de Orde in.

Bij hetzelfde koninklijk besluit worden benoemd:

Officier in de Leopoldsorde :

De heer Luc ALDERS

Raadsheer in sociale zaken als werknemer-bediende bij het Arbeidshof van Antwerpen